

ARRÊTÉ DCAT/ BEPE/n°2023- 48
du 27 février 2023

**mettant en demeure la société GazelEnergie Génération
de respecter certaines prescriptions pour les installations
qu'elle exploite sur les communes de Saint-Avold, Diesen et Porcelette**

Le préfet de la Moselle
Officier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Vu les livres I et V du code de l'environnement et notamment l'article L. 171-8 I ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements, notamment son article 45 ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2008-DEDD/IC-30 du 25 janvier 2008 modifié autorisant la société ENDESA France - société nationale d'électricité et de thermique à poursuivre l'exploitation des installations de la centrale Emile Huchet à Saint-Avold ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2013-DLP-BUPE-124 du 13 mai 2013 imposant des prescriptions complémentaires à la société nationale d'électricité et de thermique (SNET) relatives à l'exploitation de son parc à cendres qu'elle exploite à Saint-Avold ;

Vu l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°2020-163 du 21 septembre 2020 fixant des prescriptions complémentaires à la société GazelEnergie Génération pour les installations qu'elle exploite sur les communes de Saint-Avold, Diesen et Porcelette ;

Vu le rapport du 10 janvier 2023 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargée de l'inspection des installations classées faisant suite à la visite d'inspection du 1^{er} décembre 2022 ;

Vu le courrier préfectoral du 16 janvier 2023 informant l'exploitant de la mise en demeure envisagée à son encontre, lui transmettant le projet d'arrêté préfectoral correspondant et lui laissant un délai de 8 jours pour faire part de ses observations ;

Vu les observations de l'exploitant formulées au-delà du délai imparti notamment par courrier n°C23-04 – JBO/PL du 14 février 2023 ;

Considérant que la société GazelEnergie Génération exploite sur le site de Saint-Avold, Diesen et Porcellette, des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

Considérant que lors du contrôle du 1^{er} décembre 2022, l'inspection des installations classées a constaté qu'aucun contrôle externe des rejets atmosphériques n'a été réalisé en 2022 et de ce fait qu'aucune surveillance annuelle par un organisme agréé des concentrations en :

- NOx, SO₂, poussières totales et CO ;
 - COVNM, formaldéhyde, HAP et métaux ;
 - dioxines et furanes, HCl, HF et NH₃ ;
 - teneur en oxygène, température, pression et teneur en vapeur d'eau ;
- dans les gaz résiduels du groupe 6 n'a été effectuée ;

Considérant par conséquent, que les prescriptions du point II de l'article 31 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

Considérant que les appareils de mesure en continu des rejets atmosphériques n'ont pas fait l'objet de la procédure d'assurance qualité AST depuis 2020 et par conséquent que les prescriptions du point I de l'article 31 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié susvisé qui prévoit la réalisation d'une vérification AST annuelle ne sont pas respectées ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement :
« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

A R R Ê T E

Article 1

La société GazelEnergie Génération est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées à Saint-Avold, Diesen et Porcellette, **dans un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions suivantes :

- du point II de l'article 31 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié susvisé :
"L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues à la section 1 du chapitre VI du présent titre par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA)."
- du point I (partiel) de l'article 31 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié susvisé :
"Les appareils de mesure en continu (...) appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (... , QAL 2 ...) et une vérification annuelle (AST)."

Article 2

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société GazelEnergie Génération et dont une copie est également transmise, pour information, au sous-préfet de Forbach-Boulay-Moselle et aux maires de Saint-Avold, de Diesen et de Porcellette.

27 février 2023

Le préfet,


Laurent Touvet

Délais et voies de recours

En vertu de l'article L171-11 du code de l'environnement :

« Les décisions prises en application des articles L.171-7, L.171-8 et L. 171-10, sont soumises à un contentieux de pleine juridiction ».

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

